



En qualité de coordinateur de l'European Tax Justice Network, Eurodad a coordonné 13 ONG européennes pour produire une [excellente analyse](#) du rôle des pays européens dans le cadre de la fuite illicite de capitaux à partir des pays en développement. Ce rapport (en anglais) intitulé «Donner d'une main et prendre de l'autre » conclue qu'aucun gouvernement n'exige des rapports de renseignements fiscaux par pays sur les comptes des multinationales , la plupart des pays est réticente à autoriser l'accès public aux informations sur les propriétaires réels de ces compagnies, l'échange de données de nature fiscale entre gouvernements demeure rare, et aucun gouvernement ne soutient l'inclusion des pays en développement dans les débats actuels sur la réforme fiscale mondiale.